

2.3 Attestations requises

Eventuellement nécessaires :

- certificat VCA
- BA4/BA5 (déclaration de compétence pour l'employeur)
- conduite d'un chariot élévateur
- actionnement d'un élévateur
- actionnement d'un pont roulant

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mai 2013 portant agrément de la qualification professionnelle de « onderhoudstechnicus » (technicien de maintenance).

Bruxelles, le 3 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances
et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de l'Emploi, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204050]

27 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 3 à 6 du décret du 18 juillet 2012 relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2013;

Vu l'avis 53.155/4 du Conseil d'état, donné le 29 avril 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du FOREm, donné le 22 avril 2013;

Considérant l'avis de l'IFAPME, donné le 6 mai 2013;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Transposition*

Article 1^{er}. Le présent arrêté a notamment pour objet de transposer l'article 14.3 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Ministre de l'Énergie » : le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions;

2^o « Ministre de la Formation » : le Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions;

3^o « administration de l'énergie » : le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie;

4^o « administration de la formation » : le Département de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5^o « certificat Qualiwall » : le certificat octroyé par l'organisme de contrôle aux installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et aux professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, répondant aux conditions visées à l'article 4, § 1^{er}, pour les catégories d'activités professionnelles concernées définies dans l'article 3, § 2;

6^o « certificat Qualiwall au titre de candidat » : le certificat octroyé par l'organisme de contrôle aux installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et aux professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, répondant aux conditions visées à l'article 4, § 2, pour les catégories d'activités professionnelles concernées définies dans l'article 3, § 2;

7^o « organisme de contrôle » : l'organisme chargé de contrôler et de surveiller la qualité du travail des installateurs certifiés au travers de certificats Qualiwall et désigné par marché public externe en application de la convention entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale signée à Bruxelles le 1^{er} mars 2013 en vue de la délégation des tâches relatives à la certification des installateurs de systèmes d'énergie renouvelable (SER);

8° « centre de formation agréé » : l'opérateur de formation répondant aux conditions de l'article 8, § 1^{er}, et dispensant la formation des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

9° « centre d'examen agréé » : l'opérateur de formation répondant aux conditions de l'article 8, § 2, et organisant un examen certifiant les installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et les professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

10° « convention » : la convention entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale signée à Bruxelles le 1^{er} mars 2013 en vue de la délégation des tâches relatives à la certification des installateurs de systèmes d'énergie renouvelable (SER).

CHAPITRE III. — *La certification des installateurs et des professionnels*

Art. 3. § 1^{er}. Afin de garantir la qualité des installations et des travaux, un certificat Qualiwall et un certificat Qualiwall au titre de candidat sont obtenus sur base volontaire.

§ 2. La certification peut porter sur plusieurs activités professionnelles relatives aux systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables suivants :

- 1° installations photovoltaïques incluant les intégrations en toiture et sur la toiture;
- 2° installations solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire incluant les intégrations en toiture et sur la toiture;
- 3° installations solaires thermiques combinées pour le chauffage et pour l'eau chaude sanitaire incluant les intégrations en toiture et sur la toiture;
- 4° installations de biomasse décentralisées avec poêle à bois;
- 5° installations de biomasse centralisées permettant le chauffage avec ou sans eau chaude sanitaire;
- 6° installations de pompe à chaleur permettant le chauffage avec ou sans eau chaude sanitaire à l'exception des systèmes géothermiques de faible profondeur;
- 7° installations de systèmes géothermiques de faible profondeur.

La certification peut également porter sur plusieurs activités professionnelles relatives aux mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments suivantes :

- 1° isolation thermique des parois;
- 2° étanchéité à l'air de l'enveloppe du bâtiment;
- 3° installation de systèmes de ventilation.

§ 3. Le certificat Qualiwall et le certificat Qualiwall au titre de candidat sont délivrés uniquement par l'organisme de contrôle.

Art. 4. § 1^{er}. Le certificat Qualiwall est octroyé pour une durée de cinq ans à toute personne physique qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

- 1° disposer d'une attestation de réussite qui indique l'activité professionnelle pour laquelle elle a été obtenue, conformément à la procédure définie à l'article 5, § 2, au cours des 6 mois précédant sa demande;
- 2° démontrer une expérience professionnelle de minimum trois ans pertinente au regard de l'activité professionnelle pour laquelle le certificat est demandé;
- 3° le cas échéant, satisfaire aux conditions d'accès à la profession fixées dans l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale, si la personne physique est visée par cet arrêté;
- 4° ne pas avoir fait l'objet de plus d'un retrait du certificat Qualiwall ou du certificat Qualiwall au titre de candidat pour l'activité professionnelle pour laquelle le certificat est demandé.

Le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation peuvent définir la forme et le contenu du certificat.

Pour les catégories professionnelles où l'arrêté royal du 29 janvier 2007 ne s'applique pas, satisfaire aux conditions fixées par le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation concernant la formation de base ou la formation professionnelle pour le métier de base.

§ 2. Le certificat Qualiwall au titre de candidat est octroyé pour une durée de cinq ans à toute personne physique qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

- 1° disposer d'une attestation de réussite qui indique l'activité professionnelle pour laquelle elle a été obtenue, conformément à la procédure définie à l'article 5, au cours des 6 mois précédant sa demande;
- 2° le cas échéant, satisfaire aux conditions d'accès à la profession fixées dans l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale, si la personne physique est visée par cet arrêté;
- 3° ne pas avoir fait l'objet de plus d'un retrait du certificat Qualiwall au titre de candidat pour l'activité professionnelle pour laquelle le certificat est demandé.

Pour les catégories professionnelles où l'arrêté royal du 29 janvier 2007 ne s'applique pas, satisfaire aux conditions fixées par le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation concernant la formation de base ou la formation professionnelle pour le métier de base.

Le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation peuvent définir la forme et le contenu du certificat.

§ 3. La personne physique titulaire d'un certificat Qualiwall au titre de candidat obtient un certificat Qualiwall lorsqu'elle démontre une expérience professionnelle de minimum trois ans pertinente au regard de l'activité professionnelle pour laquelle le certificat Qualiwall est demandé.

§ 4. Un droit de dossier en rapport avec les frais de dossier peut être demandé lors de l'introduction de la demande. L'organisme de contrôle est habilité à percevoir les droits de dossier. Le produit du droit de dossier est affecté à la gestion du système de certification.

Le Ministre de l'Energie est habilité par le Gouvernement à fixer le montant des droits de dossier.

CHAPITRE IV. — *La formation et l'examen*

Art. 5. § 1^{er}. Les formations sont organisées par des centres de formation agréés.

§ 2. Les examens qui concluent ces formations sont organisés par des centres d'examen agréés. Ils ont pour objectif de démontrer que l'installateur ou le professionnel est en mesure d'installer la technologie ou d'effectuer les travaux visés par la formation qu'il a suivie. Ils comportent une partie théorique et une partie pratique qui se déroule dans un laboratoire prévu à cet effet.

Pour se présenter à l'examen, l'installateur ou le professionnel a suivi au minimum 60 pour cent des modules de formation obligatoires dans un centre de formation agréé.

Le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation déterminent les modules de formation dont le suivi est obligatoire.

Si l'installateur ou le professionnel dispose d'un certificat d'apprentissage ou d'un diplôme de chef d'entreprise, ou s'il prouve, au moyen d'une attestation de réussite, qu'il a déjà suivi une formation équivalente, et si cette formation est jugée équivalente par le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation, l'installateur ou le professionnel présente l'examen sans avoir suivi les modules de formation.

Pour réussir l'examen, l'installateur ou le professionnel obtient un résultat de minimum 60 pour cent tant pour la partie théorique que pour la partie pratique de l'examen et ne peut pas avoir commis, dans le cadre de l'examen, de faute grave relative aux compétences de base des installateurs ou des professionnels.

Le centre d'examen délivre une attestation de réussite au candidat ayant réussi l'examen.

En cas d'échec à l'examen relatif à une activité professionnelle, l'installateur ou le professionnel a le droit de présenter uniquement une seconde fois l'examen se rapportant à cette activité. L'installateur ou le professionnel qui échoue à une partie de l'examen a la possibilité de ne représenter que cette partie. En cas de nouvel échec, l'installateur ou le professionnel ne peut pas se représenter à l'examen sans avoir suivi une nouvelle fois la formation.

CHAPITRE V. — *Renouvellement et retrait des certificats*

Art. 6. § 1^{er}. La certification est renouvelée sur la base d'une demande introduite minimum trois mois avant l'expiration du certificat Qualiwall. Dans ce cas, l'organisme de contrôle statue sur la demande de renouvellement dans les trente jours.

§ 2. Pour obtenir son renouvellement, l'installateur ou le professionnel prouve qu'il a suivi un cours de recyclage organisé par un centre de formation agréé au cours des douze mois qui précèdent sa demande.

Le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation fixent le contenu du cours de recyclage et les modalités de vérification des acquis, notamment en cas d'évolutions ou de changements importants sur les plans réglementaire, technique ou technologique.

§ 3. Un droit de dossier en rapport avec les frais de dossier peut être demandé lors de l'introduction de la demande. L'organisme de contrôle est habilité à percevoir les droits de dossier. Le produit du droit de dossier est affecté à la gestion du système de certification.

Le Ministre de l'Énergie est habilité par le Gouvernement à fixer le montant des droits de dossier.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque qu'un installateur ou un professionnel certifié manque à ses obligations, le Ministre de l'Énergie peut lui retirer son certificat. Les manquements visés concernent :

- 1° la qualité des installations ou des travaux;
- 2° les connaissances techniques de l'installateur ou du professionnel;
- 3° la qualité du service après-vente.

§ 2. Lorsque l'organisme de contrôle envisage de sanctionner un installateur ou un professionnel certifié, il en informe celui-ci par envoi recommandé ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

L'envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée et la possibilité offerte à l'installateur ou au professionnel d'être entendu.

Dans un délai de trente jours suivant la réception de la décision de l'organisme de contrôle, l'installateur ou le professionnel peut introduire un recours auprès du Ministre de l'Énergie.

Le Ministre de l'Énergie dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date de la réception du recours pour rendre sa décision.

La décision ministérielle est envoyée à l'installateur ou au professionnel par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

CHAPITRE VI. — *L'agrément des centres de formation et des centres d'examens*

Art. 8. § 1^{er}. L'agrément d'un centre de formation pour la certification des installateurs ou des professionnels est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° être doté d'une personnalité juridique;
- 2° utiliser les supports pédagogiques fournis par l'administration de l'énergie sur base de l'article 1^{er}, 3, de la convention;
- 3° garantir une formation pratique par la mise à disposition de matériel didactique dans un laboratoire aménagé à cet effet et répondant aux critères établis par le Ministre de l'Énergie sur base de l'article 1^{er}, 3, de la convention;
- 4° disposer d'un personnel enseignant qualifié chargé de l'instruction théorique et pratique, et, à partir du 1^{er} janvier 2014, assurer que chaque membre du personnel enseignant lui-même est titulaire d'un certificat Qualiwall valide et pour la catégorie dans laquelle il enseigne. Le formateur ne devra pas disposer d'un certificat Qualiwall s'il est seulement responsable d'une partie spécifique de la formation. Le membre du personnel formant en activité dans un centre ne peut simultanément suivre sa formation et être évalué par ledit centre.

§ 2. L'agrément d'un centre d'examen pour la certification des installateurs ou des professionnels est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° être doté d'une personnalité juridique;
- 2° organiser des examens relatifs au contenu des formations repris dans les supports pédagogiques en utilisant les questionnaires fournis par l'administration de l'énergie sur base de l'article 1^{er}, 3, de la convention;
- 3° organiser des examens pratiques au moyen d'un matériel didactique mis à disposition dans un laboratoire aménagé à cet effet et répondant aux critères établis par le Ministre de l'Énergie sur base de l'article 1^{er}, 3, de la convention;
- 4° constituer un jury d'examen comprenant au moins trois spécialistes dans les matières enseignées et dont au moins un des membres est un examinateur externe, également spécialiste dans les matières enseignées, qui n'enseigne pas de cours dans le centre qui organise l'examen.

§ 3. Le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation peuvent compléter les conditions d'agrément et définir le contenu des cours et des examens visés aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 9. § 1^{er}. Pour être agréé en tant que centre de formation ou d'examen pour la certification des installateurs ou des professionnels, le centre introduit une demande d'agrément au moyen du formulaire comportant les éléments décrits dans le § 2. L'agrément couvre tout ou une partie des formations portant sur les activités professionnelles visées à l'article 3.

§ 2. La demande d'agrément d'un centre de formation ou d'un centre d'examen contient, au minimum, les éléments suivants :

1° les données relatives au demandeur, à savoir son nom, son adresse et son numéro de téléphone, son numéro de fax et son adresse électronique;

2° pour la demande d'agrément en tant que centre de formation : un programme détaillé des cours relatifs à la formation et une description complète et précise de l'organisation de la formation;

3° pour la demande d'agrément en tant que centre d'examen : un programme détaillé des examens et une description complète et précise de l'organisation et du déroulement des examens;

4° une description du matériel et des installations disponibles.

Le demandeur fournit à l'administration de l'énergie, endéans le délai fixé, les informations et les documents demandés.

Le Ministre de l'Énergie peut déterminer la forme, le moyen de transmission et compléter le contenu de la demande d'agrément.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de demande d'agrément, l'administration de l'énergie adresse au demandeur un accusé de réception qui indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir.

Dans un délai de quarante jours ouvrables à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre de l'Énergie, après avis du Ministre de la Formation, notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le dossier est incomplet, l'administration de l'énergie en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé au deuxième alinéa commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

Les jours ouvrables correspondent à tous les jours du calendrier à l'exception des jours fériés et des jours correspondant au repos hebdomadaire légal.

§ 4. Un représentant de chacune des administrations de l'énergie et de la formation peut assister aux cours de formation dispensés par le centre de formation et aux examens organisés par les centres d'examens.

§ 5. Le Ministre de l'Énergie, après avis du Ministre de la Formation, peut procéder au retrait de l'agrément d'un centre de formation ou d'un centre d'examens dans le cas où le centre de formation ou d'examens ne respecte plus les exigences reprises dans l'article 8.

La décision de retrait de l'agrément est prise par le Ministre de l'Énergie, après avoir entendu le centre d'examens ou de formation et après avis du Ministre de la Formation.

Le Ministre de l'Énergie, après avis du Ministre de la Formation, dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'audition du centre, pour rendre sa décision. La décision ministérielle est envoyée à l'installateur ou au professionnel par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

§ 6. L'agrément d'un centre de formation ou d'un centre d'examens est octroyé pour une durée de cinq ans.

L'agrément est renouvelé sur la base d'une demande introduite minimum trois mois avant son expiration, conformément à la procédure de demande d'agrément décrite au § 2.

CHAPITRE VII. — *Reconnaissance des certificats*

Art. 10. Les certificats octroyés par d'autres Régions belges ou d'autres Etats membres de l'Union européenne sont reconnus si, après analyse des conditions d'octroi, il apparaît qu'ils ont été octroyés selon les critères de la Directive 2009/28 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

CHAPITRE VIII. — *Disposition abrogatoire*

Art. 11. Les articles 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012, sont abrogés.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. Par dérogation à l'article 4, l'agrément des installateurs Soltherm octroyé dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012, est reconnu comme équivalent au certificat Qualiwall pour les installations solaires thermiques pour l'eau chaude sanitaire incluant les intégrations en toiture et sur la toiture. Durant la période d'équivalence, les installateurs agréés Soltherm peuvent, sans suivre de formation agréée et sans devoir passer l'examen qui conclut cette dernière, introduire une demande de certification.

Art. 13. Le Ministre de l'Énergie et le Ministre de la Formation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation, des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204050]

27. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizientätigen Fachleute

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund von Art. 3 bis 6 des Dekrets vom 18. Juli 2012 über die Einsetzung eines Verfahrens zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters;

Aufgrund des am 15. Februar 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Februar 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. April 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 53.155/4;

In Erwägung des am 22. April 2013 abgegebenen Gutachtens des FOREm ("Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

In Erwägung des am 6. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens des IFAPME ("Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises", Wallonisches Institut für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe);

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und des Ministers für Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Umsetzung*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass hat insbesondere die Umsetzung von Artikel 14.3 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG zum Zweck.

KAPITEL II — *Definitionen*

Art. 2 - Für die Anwendung vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o "Minister für Energie": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2^o "Minister für Ausbildung": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausbildung gehört;

3^o "Energiebehörde": die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4^o "Ausbildungsbehörde": die Abteilung Berufsausbildung der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

5^o "Qualiwall-Zertifikat": das Zertifikat, das die Kontrollstelle Installateuren von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleuten ausstellt, die den in Artikel 4, § 1 erwähnten Bedingungen für die betroffenen, unter Artikel 3, § 2 aufgeführten Berufskategorien genügen;

6^o "Qualiwall-Zertifikat für Kandidaten": das Zertifikat, das die Kontrollstelle Installateuren von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleuten ausstellt, die den in Artikel 4, § 2 erwähnten Bedingungen für die betroffenen, unter Artikel 3, § 2 aufgeführten Berufskategorien genügen;

7^o "Kontrollstelle": die Einrichtung, die mit der Kontrolle und der Überwachung der Qualität der von Installateuren, die über Qualiwall-Zertifikate verfügen, geleisteten Arbeit beauftragt ist und in Anwendung der am 1. März 2013 in Brüssel unterzeichneten Vereinbarung zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zwecks der Übertragung von Aufgaben bezüglich der Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen (EEQ) im Rahmen einer externen öffentlichen Auftragsvergabe ausgewählt wird;

8^o "zugelassenes Ausbildungszentrum": der Ausbildungsanbieter, der die Bedingungen von Artikel 8, § 1 erfüllt und die Fortbildung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute gewährleistet;

9^o "Prüfungszentrum": der Ausbildungsanbieter, der die Bedingungen von Artikel 8, § 2 erfüllt und die Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und die im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute einer Prüfung im Hinblick auf deren Zertifizierung unterzieht;

10^o "Vereinbarung": die am 1. März 2013 in Brüssel unterzeichnete Vereinbarung zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zwecks der Übertragung von Aufgaben bezüglich der Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen (EEQ).

KAPITEL III — *Zertifizierung der Installateure und Fachleute*

Art. 3 - § 1. Um die Qualität der Installationen und Arbeiten zu gewährleisten, sind ein "Qualiwall-Zertifikat" und ein "Qualiwall-Zertifikat für Kandidaten" auf freiwilliger Grundlage zu erhalten.

§ 2. Die Zertifizierung kann sich auf mehrere Berufstätigkeiten im Zusammenhang mit den nachstehend aufgeführten Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen beziehen:

1^o Photovoltaikanlagen einschließlich Indach- und Aufdachmontage;

2^o Solarwärmeanlagen für die Brauchwarmwasserbereitung, einschließlich Indach- und Aufdachmontage;

3^o kombinierte Solarwärmeanlagen für die Heizung und die Brauchwarmwasserbereitung, einschließlich Indach- und Aufdachmontage;

4^o dezentrale Biomasseanlagen mit Holzofen;

5^o zentrale Biomasseanlagen zur Heizung und ggf. auch zur Brauchwarmwasserbereitung;

6° Wärmepumpeanlagen zur Heizung und ggf. auch zur Brauchwarmwasserbereitung mit Ausnahme der oberflächennahen geothermischen Anlagen;

7° oberflächennahe geothermischen Anlagen.

Die Zertifizierung kann sich ebenfalls auf mehrere Berufstätigkeiten im Zusammenhang mit den nachstehend aufgeführten Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beziehen:

1° Wärmedämmung der Wände;

2° Luftdichtheit der Gebäudehülle;

3° Installation von Belüftungssystemen.

§ 3. Das Qualiwall-Zertifikat und das Qualiwall-Zertifikat für Kandidaten werden ausschließlich von der Kontrollstelle ausgestellt.

Art. 4 - § 1. Das Qualiwall-Zertifikat wird jeder natürlichen Person, die alle nachstehend aufgeführten Bedingungen gleichzeitig erfüllt, für eine Dauer von fünf Jahren gewährt:

1° über eine Abschlussbescheinigung verfügen mit Angabe der betreffenden Berufstätigkeit, für die sie gemäß dem in Artikel 5, § 2 dargelegten Verfahren in den 6 Monaten vor Beantragung des Zertifikats erhalten wurde;

2° eine hinsichtlich der Berufstätigkeit, für die das Zertifikat beantragt wird, relevante berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen können;

3° gegebenenfalls, wenn der Königliche Erlass vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen auf die natürliche Person Anwendung findet, die in diesem Erlass festgelegten Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf erfüllen;

4° im Rahmen der Berufstätigkeit, für die das Zertifikat beantragt wird, nicht mehr als ein einziges Mal mit einem Entzug des Qualiwall-Zertifikats oder des Qualiwall-Zertifikats für Kandidaten bestraft worden sein.

Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können die Form und den Inhalt des Zertifikats festlegen.

Was die Berufskategorien betrifft, auf die der Erlass vom 29. Januar 2007 keine Anwendung findet, den vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung festgelegten Bedingungen in Bezug auf die Grundausbildung oder die Berufsausbildung für die Haupttätigkeit genügen.

§ 2. Das Qualiwall-Zertifikat für Kandidaten wird jeder natürlichen Person, die alle nachstehend aufgeführten Bedingungen gleichzeitig erfüllt, für eine Dauer von fünf Jahren gewährt:

1° über eine Abschlussbescheinigung verfügen mit Angabe der betreffenden Berufstätigkeit, für die sie gemäß dem in Artikel 5 dargelegten Verfahren in den 6 Monaten vor Beantragung des Zertifikats erhalten wurde;

2° gegebenenfalls, wenn der Königliche Erlass vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen auf die natürliche Person Anwendung findet, die in diesem Erlass festgelegten Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf erfüllen;

3° im Rahmen der Berufstätigkeit, für die das Zertifikat beantragt wird, nicht mehr als ein einziges Mal mit einem Entzug des Qualiwall-Zertifikats für Kandidaten bestraft worden sein.

Was die Berufskategorien betrifft, auf die der Erlass vom 29. Januar 2007 keine Anwendung findet, den vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung festgelegten Bedingungen in Bezug auf die Grundausbildung oder die Berufsausbildung für die Haupttätigkeit genügen.

Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können die Form und den Inhalt des Zertifikats festlegen.

§ 3 Der natürlichen Person, die Inhaberin eines Qualiwall-Zertifikats für Kandidaten ist, wird ein Qualiwall-Zertifikat gewährt, wenn sie eine hinsichtlich der Berufstätigkeit, für die das Qualiwall-Zertifikat beantragt wird, relevante berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren aufweisen kann.

§ 4. Bei Eingang des Antrags kann eine Aktengebühr im Zusammenhang mit den Bearbeitungsgebühren verlangt werden. Die Kontrollstelle ist befugt, die Aktengebühren einzuziehen. Der Ertrag der Aktengebühr wird zur Verwaltung des Zertifizierungssystems bestimmt.

Der Minister für Energie wird von der Regierung ermächtigt, den Betrag der Aktengebühren festzusetzen.

KAPITEL IV — *Ausbildung und Prüfung*

Art. 5 - § 1. Die Ausbildungen werden von zugelassenen Ausbildungszentren angeboten.

§ 2. Die Abschlussprüfungen dieser Ausbildungen werden von zugelassenen Ausbildungszentren organisiert. Das Ziel dieser Prüfungen besteht darin, ist der Nachweis zu erbringen, dass der Installateur bzw. der Fachmann in der Lage ist, die Technologie zu installieren oder die Arbeiten durchzuführen, die Gegenstand der abgelegten Ausbildung waren. Sie umfassen einen theoretischen und einen praktischen Teil, der in einem zu diesem Zweck vorgesehenen Labor stattfindet.

Um die Prüfung ablegen zu dürfen, muss der Installateur bzw. der Fachmann wenigstens an 60% der Pflichtmodule der Ausbildung in einem zugelassenen Ausbildungszentrum teilgenommen haben.

Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung bestimmen, an welchen Ausbildungsmodulen die Teilnahme obligatorisch ist.

Wenn der Installateur bzw. der Fachmann über ein Ausbildungszeugnis oder ein Qualifikationszeugnis zur Unternehmensführung verfügt oder wenn er durch eine Abschlussbescheinigung Nachweis erbringt, dass er bereits eine gleichwertige Ausbildung abgelegt hat, die der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung auch als gleichwertig erachten, so darf er die Prüfung ohne vorherige Teilnahme an den Ausbildungsmodulen ablegen.

Um die Prüfung zu bestehen, muss der Installateur bzw. der Fachmann ein Ergebnis von wenigstens 60% sowohl für den theoretischen als auch für den praktischen Teil erzielen und darf er bei der Prüfung keinen groben Fehler im Bereich der Grundfertigkeiten der Installateure oder Fachleute begehen.

Dem Kandidaten, der die Prüfung erfolgreich abgelegt hat, erteilt das Prüfungszentrum eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss.

Wenn der Installateur oder der Fachmann die Prüfung im Zusammenhang mit einer Berufstätigkeit nicht besteht, darf er nur einmal die Prüfung in Bezug auf diese Tätigkeit wiederholen. Für Installateure oder Fachleute, die einen Teil der Prüfung nicht bestehen, besteht die Möglichkeit, lediglich diesen Teil erneut abzulegen. Wenn der Installateur bzw. der Fachmann die Prüfung erneut nicht besteht, darf er die Prüfung nicht wieder ablegen, es sei denn, dass er zwischenzeitlich die Ausbildung noch einmal abgelegt hat.

KAPITEL V — Erneuerung und Entzug der Zertifikate

Art. 6 - § 1. Das Zertifikat wird auf der Grundlage eines spätestens drei Monate vor Ablauf des Qualiwall-Zertifikats einzureichenden Antrags erneuert. In diesem Fall befindet die Kontrollstelle über den Erneuerungsantrag innerhalb von dreißig Tagen.

§ 2. Um diese Erneuerung in Anspruch zu nehmen, hat der Installateur oder der Fachmann seine Teilnahme am Auffrischungslehrgang eines zugelassenen Ausbildungszentrums in den zwölf Monaten vor dem Antrag zu belegen.

Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung legen den Inhalt des Auffrischungslehrgangs und die Modalitäten zur Überprüfung der erworbenen Kompetenzen fest, insbesondere bei Fällen von bedeutenden Entwicklungen oder Veränderungen auf technischer Ebene, auf technologischer Ebene oder auf Ebene der Regelung.

§ 3. Bei Eingang des Antrags kann eine Aktengebühr im Zusammenhang mit den Bearbeitungsgebühren verlangt werden. Die Kontrollstelle ist befugt, die Bearbeitungsgebühren einzuziehen. Der Ertrag der Aktengebühr wird zur Verwaltung des Zertifizierungssystems bestimmt.

Der Minister für Energie wird von der Regierung ermächtigt, den Betrag der Aktengebühren festzusetzen.

Art. 7 - § 1. Verstößt ein zertifizierter Installateur bzw. ein zertifizierter Fachmann gegen seine Verpflichtungen, so kann der Minister für Energie ihm das Zertifikat entziehen. Die betreffenden Verstöße beziehen sich auf:

- 1° die Qualität der Installationen oder der Arbeiten;
- 2° die technischen Fachkenntnisse des Installateurs oder des Fachmanns;
- 3° die Qualität des Kundendienstes.

§ 2. Wenn die Kontrollstelle die Bestrafung eines zertifizierten Installateurs bzw. eines zertifizierten Fachmanns in Erwägung zieht, setzt sie ihn per Einschreiben davon in Kenntnis, oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können.

Bei dieser Benachrichtigung werden die festgestellten Verstöße, die in Betracht gezogene Bestrafung und die Anhörungsmöglichkeit des Installateurs bzw. Fachmanns angeführt.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Empfang des Beschlusses der Kontrollstelle kann der Installateur oder der Fachmann einen Einspruch beim Minister für Energie einlegen.

Seinerseits verfügt der Minister für Energie über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum des Einspruchs, um seine Entscheidung bekanntzugeben.

Die Entscheidung des Ministers wird dem Installateur bzw. Fachmann per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren übermittelt, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können.

KAPITEL VI — Zulassung der Ausbildungs- und Prüfungszentren

Art. 8 - § 1. Die Zulassung eines Ausbildungszentrums für die Zertifizierung von Installateuren oder Fachleuten unterliegt folgenden Bedingungen:

- 1° die Rechtspersönlichkeit besitzen;
- 2° das Lehrmaterial benutzen, das aufgrund von Artikel 1, 3 der Vereinbarung von der Energiebehörde zur Verfügung gestellt wird;
- 3° eine praktische Ausbildung anbieten, indem didaktisches Material in einem eigens eingerichteten Labor, das die Kriterien, die aufgrund von Artikel 1, 3 der Vereinbarung vom Minister für Energie festgelegt werden, erfüllt, zur Verfügung gestellt wird;
- 4° über ein qualifiziertes Lehrpersonal verfügen, das mit der theoretischen und praktischen Schulung beauftragt ist, und ab dem 1. Januar 2014 gewährleisten, dass alle Mitglieder des Lehrpersonals ihrerseits Inhaber eines gültigen Qualiwall-Zertifikats sind, und zwar für die jeweilige Kategorie, in der sie unterrichten. Der Ausbilder muss nicht unbedingt Inhaber eines Qualiwall-Zertifikats sein, wenn er lediglich für einen spezifischen Teil der Ausbildung verantwortlich ist. Ein Mitglied des Ausbildungspersonals, das in einem Zentrum tätig ist, darf nicht gleichzeitig dessen Ausbildung besuchen und von diesem Zentrum geprüft werden.

§ 2. Die Zulassung eines Prüfungszentrums für die Zertifizierung von Installateuren oder Fachleuten unterliegt folgenden Bedingungen:

- 1° die Rechtspersönlichkeit besitzen;
- 2° Prüfungen veranstalten über den Inhalt der Ausbildungen, der im Lehrmaterial angeführt ist, wobei die von der Energiebehörde aufgrund von Artikel 1, 3 der Vereinbarung zur Verfügung gestellten Testbögen zu verwenden sind;
- 3° praktische Prüfungen mit Hilfe des didaktischen Materials veranstalten, das in einem eigens eingerichteten Labor, das die Kriterien, die aufgrund von Artikel 1, 3 der Vereinbarung vom Minister für Energie festgelegt werden, erfüllt, zur Verfügung gestellt wird;
- 4° einen Prüfungsausschuss von wenigstens drei Experten in den verschiedenen Lehrstoffen zusammensetzen, wobei zumindest ein Mitglied dieses Ausschusses ein externer Prüfer ist, der ebenfalls Experte im Ausbildungsstoff ist, dafür aber nicht im betreffenden Prüfungszentrum unterrichtet.

§ 3. Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung können die Zulassungsbedingungen ergänzen und den Inhalt der in § 1 und § 2 erwähnten Unterrichte und Prüfungen festlegen.

Art. 9 - § 1. Um als Ausbildungs- bzw. Prüfungszentrum zur Zertifizierung von Installateuren oder Fachleuten zugelassen zu werden, hat das Zentrum einen Zulassungsantrag anhand des Formulars einzureichen, das die in § 2 aufgeführten Auskünfte enthält. Die Zulassung betrifft alle Ausbildungen in Bezug auf die in Artikel 3 erwähnten Berufstätigkeiten oder einen Teil davon.

§ 2. Der Zulassungsantrag eines Ausbildungs- bzw. Prüfungszentrums muss zumindest folgende Angaben enthalten:

- 1° die Kontaktdaten des Antragstellers, d.h. seinen Namen, seine Anschrift, seine Telefonnummer, seine Faxnummer und seine E-Mail-Adresse;
- 2° für einen Antrag auf Zulassung als Ausbildungszentrum: ein ausführliches Unterrichtsprogramm der Ausbildung und eine umfassende, genaue Beschreibung der Ausbildungsorganisation;

3° für einen Antrag auf Zulassung als Prüfungszentrum: ein ausführliches Prüfungsprogramm und eine umfassende, genaue Beschreibung der Prüfungsorganisation und des Prüfungsablaufs;

4° eine Beschreibung des verfügbaren Materials und der verfügbaren Anlagen.

Innerhalb der festgelegten Frist hat der Antragsteller der Energiebehörde die erforderlichen Auskünfte und Dokumente zu übermitteln.

Der Minister für Energie kann für den Zulassungsantrag die Form und die Kommunikationsmittel festlegen, sowie dessen Inhalt ergänzen.

§ 3. Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Akte für den Zulassungsantrag stellt die Energiebehörde dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung mit folgenden Angaben zu:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb deren der Beschluss stattzufinden hat.

Innerhalb einer Frist von vierzig Werktagen ab der Einsendung der Empfangsbestätigung und nach Begutachtung durch den Minister für Ausbildung stellt der Minister für Energie dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

In Abweichung von Absatz 1 informiert die Energiebehörde den Antragsteller unverzüglich, falls die Akte unvollständig ist. In diesem Notifizierungsschreiben wird angegeben, welche Dokumente fehlen, und darauf hingewiesen, dass die in Absatz 2 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente läuft.

Dabei entsprechen die Werktage allen Kalendertagen, mit Ausnahme der Feiertage und der der gesetzlichen wöchentlichen Ruhezeit vorbehaltenen Tage.

§ 4. Ein Vertreter jeglicher Energie- bzw. Ausbildungsbehörde darf an dem vom Ausbildungszentrum angebotenen Ausbildungslehrgang teilnehmen und die vom Prüfungszentrum veranstalteten Prüfungen ablegen.

§ 5. Nach Begutachtung durch den Minister für Ausbildung kann der Minister für Energie die Zulassung eines Ausbildungs- oder Prüfungszentrums entziehen, falls dieses die in Artikel 8 angeführten Anforderungen nicht mehr einhält.

Der Minister für Energie fasst den Beschluss zum Zulassungsentzug nach Anhörung des Prüfungs- bzw. Ausbildungszentrums und nach Begutachtung durch den Minister für Ausbildung.

Nach Begutachtung durch den Minister für Ausbildung verfügt der Minister für Energie über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Anhörungsdatum des Zentrums, um seine Entscheidung bekanntzugeben. Die Entscheidung des Ministers wird dem Installateur bzw. Fachmann per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren übermittelt, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können.

§ 6. Die Zulassung eines Ausbildungs- oder Prüfungszentrums wird für einen Zeitraum von fünf Jahren erteilt.

Gemäß dem unter § 2 dargelegten Verfahren zu ihrer Beantragung wird die Zulassung auf der Grundlage eines spätestens drei Monate vor ihrem Ablauf einzureichenden Antrags erneuert.

KAPITEL VII — *Anerkennung der Zertifikate*

Art. 10 - Die von anderen belgischen Regionen oder Mitgliedsstaaten der Europäischen Union ausgestellten Zertifikate werden anerkannt, wenn nach Überprüfung der Erteilungsbedingungen hervorgeht, dass sie gemäß den Kriterien der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG ausgestellt worden sind.

KAPITEL VIII — *Aufhebungsbestimmung*

Art. 11 - Artikel 9 und 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters, in der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 geänderten Fassung, werden aufgehoben.

KAPITEL IX — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 12 - In Abweichung von Artikel 4 wird die Zulassung von "Soltherm"-Installateuren, sofern sie unter Einhaltung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters in der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 geänderten Fassung erteilt worden ist, als dem Qualiwall-Zertifikat in Bezug auf Solarwärmeanlagen für die Brauchwarmwasserbereitung (einschließlich Indach- und Aufdachmontage) gleichwertig anerkannt. Solange diese Gleichwertigkeit besteht, dürfen die zugelassenen "Soltherm"-Installateure einen Zertifizierungsantrag einreichen, ohne eine zugelassene Ausbildung besuchen und die Prüfung zu deren Abschluss ablegen zu müssen.

Art. 13 - Der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204050]

27 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 3 tot 6 van het decreet van 18 juli 2012 betreffende de invoering van een certificeringsprocedure voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van systemen voor energie-efficiëntie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 februari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2013;

Gelet op het advies 53.155/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "FOREm", gegeven op 22 april 2013;

Gelet op het advies van het "IFAPME", gegeven op 6 mei 2013;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Hoofdstuk I — *Omzetting*

Artikel 1. Dit besluit strekt meer bepaald tot de omzetting van artikel 14.3 van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG.

HOOFDSTUK II — *Begripsomschrijvingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister van Energie" : de Minister bevoegd voor het Energiebeleid;

2° "Minister van Vorming" : de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding;

3° "administratie van energie" : het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

4° "administratie van vorming" : het Departement Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5° "Qualiwall certificaat" : het certificaat toegekend door het controleorgaan aan de installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en aan vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 1, voor de betrokken categorieën van beroepsactiviteiten omschreven in artikel 3, § 2;

6° "Qualiwall certificaat als kandidaat" : het certificaat toegekend door het controleorgaan aan de installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en aan vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 2, voor de betrokken categorieën van beroepsactiviteiten omschreven in artikel 3, § 2;

7° "controleorgaan" : het orgaan belast met de controle en het toezicht op de kwaliteit van de arbeid van de via de Qualiwall certificaten erkende installateurs en aangewezen door een externe overheidsopdracht overeenkomstig de overeenkomst tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekend te Brussel op 1 maart 2013 met het oog op de delegatie van de taken betreffende de certificering van de installateurs van systemen voor hernieuwbare energie (SER);

8° "erkend opleidingscentrum" : de opleidingsoperator die voldoet aan de voorwaarden van artikel 8, § 1, en die voorziet in de opleiding van de installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van de vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

9° "erkend examen centrum" : de opleidingsoperator die voldoet aan de voorwaarden van artikel 8, § 2, en die een examen organiseert voor de certificering van de installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van de vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

10° "overeenkomst" : de overeenkomst tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekend te Brussel op 1 maart 2013 met het oog op de delegatie van de taken betreffende de certificering van de installateurs van systemen voor hernieuwbare energie (SER).

HOOFDSTUK III. — *Certificering van de installateurs en de vaklui*

Art. 3. § 1. Om de kwaliteit van de installaties en werken te garanderen, wordt er een Qualiwall certificaat en een Qualiwall certificaat als kandidaat behaald op vrijwillige basis.

§ 2. De certificering kan betrekking hebben op verschillende beroepsactiviteiten betreffende de systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen :

1° fotovoltaïsche installaties met inbegrip van integraties in het dak en op het dak;

2° thermische installaties op zonne-energie voor het sanitair warm water met inbegrip van integraties in het dak en op het dak;

3° thermische installaties op zonne-energie voor de verwarming en het sanitair warm water met inbegrip van integraties in het dak en op het dak;

4° gedecentraliseerde biomassa installaties met houtkachel;

5° gecentraliseerde biomassa installaties die de verwarming met of zonder sanitair warm water toelaten;

6° installaties van warmtepompen die de verwarming met of zonder sanitair warm water toelaten met uitzondering van de ondiepe geothermische systemen;

7° installaties van ondiepe geothermische systemen.

De certificering kan ook betrekking hebben op verschillende beroepsactiviteiten betreffende de volgende maatregelen die de energie-efficiëntie van de gebouwen moeten verbeteren :

1° thermische isolatie van de muren;

2° luchtdichtheid van de bouwschil;

3° installatie van ventilatiesystemen.

§ 3. Het Qualiwall certificaat en het Qualiwall certificaat als kandidaat worden uitsluitend door het controleorgaan afgeleverd.

Art. 4. § 1. Het Qualiwall certificaat wordt voor een periode van vijf jaar toegekend aan elk natuurlijke persoon die cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° over een certificaat van goede afloop beschikken dat de beroepsactiviteit vermeldt waarvoor het certificaat werd behaald, overeenkomstig de procedure omschreven in artikel 5, § 2, tijdens de 6 maanden die voorafgaan aan de aanvraag;

2° een relevante beroepservaring van minstens drie jaar aantonen ten aanzien van de beroepsactiviteit waarvoor het certificaat wordt aangevraagd;

3° in voorkomend geval, voldoen aan de voorwaarden voor de toegang tot het beroep vastgelegd in het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming, indien een natuurlijke persoon wordt bedoeld in dit besluit;

4° niet het voorwerp zijn geweest van een intrekking van het Qualiwall certificaat of van het Qualiwall certificaat als kandidaat voor de beroepsactiviteit waarvoor het certificaat is aangevraagd.

De Minister van Energie en de Minister van Vorming kunnen de vorm en de inhoud van het certificaat bepalen.

Voor de beroeps categorieën waarvoor het koninklijk besluit van 29 januari 2007 niet van toepassing is, voldoen aan de voorwaarden bepaald door de Minister van Energie en de Minister van Vorming betreffende de basisopleiding of de beroepsopleiding voor het basisberoep.

§ 2. Het Qualiwall certificaat als kandidaat wordt voor een periode van vijf jaar toegekend aan elk natuurlijke persoon die cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° over een certificaat van goede afloop beschikken dat de beroepsactiviteit vermeldt waarvoor het certificaat werd behaald, overeenkomstig de procedure omschreven in artikel 5, § 2, tijdens de 6 maanden die voorafgaan aan de aanvraag;

2° in voorkomend geval, voldoen aan de voorwaarden voor de toegang tot het beroep vastgelegd in het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming, indien een natuurlijke persoon wordt bedoeld in dit besluit;

3° niet het voorwerp zijn geweest van een intrekking van het Qualiwall certificaat als kandidaat voor de beroepsactiviteit waarvoor het certificaat is aangevraagd.

Voor de beroeps categorieën waarvoor het koninklijk besluit van 29 januari 2007 niet van toepassing is, voldoen aan de voorwaarden bepaald door de Minister van Energie en de Minister van Vorming betreffende de basisopleiding of de beroepsopleiding voor het basisberoep.

De Minister van Energie en de Minister van Vorming kunnen de vorm en de inhoud van het certificaat bepalen.

§ 3. De natuurlijke persoon die houder is van een Qualiwall certificaat als kandidaat krijgt een Qualiwall certificaat als ze een relevante beroepservaring van minstens drie jaar kan aantonen ten aanzien van de beroepsactiviteit waarvoor het certificaat Qualiwall wordt aangevraagd.

§ 4. Een dossierrecht in verband met de dossierkosten kan worden aangevraagd tijdens de indiening van de aanvraag. Het controleorgaan is gemachtigd om de dossierrechten te innen. De opbrengst van het dossierrecht wordt bestemd voor het beheer van het certificeringssysteem.

De Minister van Energie wordt gemachtigd door de Regering om het bedrag van de dossierrechten te bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *De opleiding en het examen*

Art. 5. § 1. De opleidingen worden georganiseerd door erkende opleidingscentra.

§ 2. De examens die deze opleidingen afsluiten worden georganiseerd door erkende opleidingscentra. Zij hebben tot doel om aan te tonen dat de installateur of de vakman in staat is om deze technologie te installeren of om de werken uit te voeren die in de gevolgde opleiding zijn bedoeld. Ze bestaan uit een theoretisch gedeelte en uit een praktisch gedeelte dat plaatsvindt in een daartoe bestemd laboratorium.

Om het examen af te leggen, moet de installateur of vakman minstens 60 percent van de verplichte opleidingsmodules in een erkend opleidingscentrum gevolgd hebben.

De Minister van Energie en de Minister van Vorming bepalen de opleidingsmodules die gevolgd moeten worden.

Indien de installateur of de vakman over een leergetuigschrift of een diploma van bedrijfsleider beschikt, of indien hij d.m.v. een certificaat van goede afloop bewijst dat hij reeds een gelijkwaardige opleiding gevolgd heeft, en indien deze opleiding als gelijkwaardig wordt geacht door de Minister van Energie en de Minister van Vorming, legt de installateur of de vakman het examen af zonder de opleidingsmodules gevolgd te hebben.

Om te slagen voor het examen moet de installateur of de vakman een resultaat van minstens 60 percent behalen zowel voor het theoretisch gedeelte als voor het praktisch gedeelte van het examen en mag hij in het kader van het examen geen ernstige fout hebben begaan met betrekking tot de basisbevoegdheden van de installateurs of de vaklui.

Het examencentrum verleent een certificaat van goede afloop aan de kandidaat die voor het examen geslaagd is.

Als hij niet slaagt voor het examen betreffende de beroepsactiviteit heeft de installateur of de vakman maar één keer het recht om het examen i.v.m. deze activiteit opnieuw af te leggen. De installateur of de vakman die niet slaagt voor een gedeelte van het examen heeft alleen de mogelijkheid om opnieuw dat gedeelte af te leggen. Indien hij opnieuw niet slaagt voor het examen moet de installateur of de vakman opnieuw de opleiding volgen vóór hij het examen weer aflegt.

HOOFDSTUK V. — *Hernieuwing en intrekking van de certificaten*

Art. 6. § 1. De certificering wordt hernieuwd op basis van een aanvraag die minstens drie maanden vóór het verstrijken van het Qualiwall certificaat wordt ingediend. In dit geval spreekt het controleorgaan zich uit over de aanvraag tot hernieuwing binnen dertig dagen.

§ 2. Om zijn hernieuwing te krijgen, moet de installateur of de vakman bewijzen dat hij tijdens de twaalf maanden die voorafgaan aan zijn aanvraag een bijscholingscursus gevolgd heeft die door een erkend opleidingscentrum georganiseerd wordt.

De Minister van Energie en de Minister van Vorming bepalen de inhoud van de bijscholingscursus en de modaliteiten inzake het nagaan van de verworvenheden, meer bepaald in geval van belangrijke evoluties of veranderingen op reglementair, technisch of technologisch vlak.

§ 3. Een dossierrecht in verband met de dossierkosten kan worden aangevraagd tijdens de indiening van de aanvraag. Het controleorgaan is gemachtigd om de dossierrechten te innen. De opbrengst van het dossierrecht wordt bestemd voor het beheer van het certificeringssysteem.

De Minister van Energie wordt gemachtigd door de Regering om het bedrag van de dossierrechten te bepalen.

Art. 7. § 1. Wanneer een installateur of een gecertificeerde vakman zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan de Minister van Energie zijn certificaat intrekken. De bedoelde tekortkomingen hebben betrekking op :

- 1° de kwaliteit van de installaties of de werken;
- 2° de technische kennis van de installateur of de vakman;
- 3° de kwaliteit van de dienst na verkoop.

§ 2. Als het controleorgaan van plan is een installateur of een vakman te straffen, brengt hij laatstgenoemde daarvan op de hoogte bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

Dat schrijven vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie en de mogelijkheid voor de installateur of de vakman om gehoord te worden.

Binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het controleorgaan kan de installateur of de vakman een beroep instellen bij de Minister van Energie.

De Minister van Energie beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep om uitspraak te doen.

De ministeriële beslissing wordt naar de installateur of de vakman gestuurd bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de opleidingscentra en van de examencentra*

Art. 8. § 1. De erkenning van een opleidingscentrum voor de certificering van de installateurs of de vaklui is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

- 1° rechtspersoonlijkheid hebben;
- 2° de leermiddelen gebruiken die door de administratie van energie worden verstrekt op basis van artikel 1, 3, van de overeenkomst;
- 3° een praktische opleiding garanderen door het ter beschikking stellen van didactisch materiaal in een daartoe ingericht laboratorium dat voldoet aan de criteria opgesteld door de Minister van Energie op basis van artikel 1, 3, van de overeenkomst;

4° over geschould onderwijzend personeel beschikken dat belast is met het theoretisch en praktisch onderricht, en, vanaf 1 januari 2014, er voor zorgen dat elk lid van het onderwijzend personeel zelf houder is van een geldig Qualiwall certificaat en voor de categorie waarin hij onderwijst. De opleider zal niet over een Qualiwall certificaat moeten beschikken indien hij uitsluitend verantwoordelijk is voor een specifiek deel van de opleiding. Het opleidingsgevend personeelslid dat actief is in een centrum mag niet gelijktijdig zijn opleiding volgen en door het centrum beoordeeld worden.

§ 2. De erkenning van een examencentrum voor de certificering van de installateurs of de vaklui is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

- 1° rechtspersoonlijkheid hebben;
- 2° examens organiseren die betrekking hebben op de inhoud van de opleidingen opgenomen in de leermiddelen met behulp van de vragenlijsten verstrekt door de administratie van energie op basis van artikel 1, 3, van de overeenkomst;
- 3° praktische examens organiseren door middel van een leermiddel dat in een daartoe ingericht laboratorium ter beschikking wordt gesteld en dat voldoet aan de criteria opgesteld door de Minister van Energie op basis van artikel 1, 3, van de overeenkomst;

4° een examenjury samenstellen dat bestaat uit minstens drie specialisten in de onderwezen vakken en waarvan tenminste één van de leden een externe examinator is, die ook een specialist is in de onderwezen vakken en die geen les geeft in het centrum dat het examen organiseert.

§ 3. De Minister van Energie en de Minister van Vorming kunnen de erkenningsvoorwaarden aanvullen en de inhoud bepalen van de cursussen en examens bedoeld in de §§ 1 en 2.

Art. 9. § 1. Om als opleidings- of examencentrum voor de certificering van installateurs of vaklui erkend te worden, dient het centrum een erkenningsaanvraag in d.m.v. het formulier waarin de gegevens omschreven in § 2 voorkomen. De erkenning slaat op het geheel of een deel van de opleidingen die betrekking hebben op de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 3.

§ 2. De erkenningsaanvraag van een opleidingscentrum of van een examencentrum vermeldt op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de gegevens betreffende de aanvrager, namelijk zijn naam, zijn adres en zijn telefoonnummer, zijn faxnummer en zijn e-mailadres;
- 2° voor de erkenningsaanvraag als opleidingscentrum : een omstandig programma van de cursussen betreffende de opleiding en een volledige en nauwkeurige omschrijving van de organisatie van de opleiding;
- 3° voor de erkenningsaanvraag als examencentrum : een omstandig programma van de examens en een volledige en nauwkeurige omschrijving van de organisatie en van de afloop van de examens;
- 4° een omschrijving van het beschikbaar materieel en van de beschikbare installaties.

De aanvrager verstrekt de administratie van energie, binnen de vastgelegde termijn, de gevraagde informatie of documenten.

De Minister van Energie kan de vorm en de wijze van mededeling van de erkenningsaanvraag bepalen en haar inhoud aanvullen.

§ 3. Binnen tien werkdagen dagen die volgen op de ontvangst van het dossier voor de aanvraag tot erkenning stuurt de administratie van energie een bericht van ontvangst naar de aanvrager dat het volgende vermeldt :

1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden.

Binnen een termijn van veertig werkdagen na zending van het bericht van ontvangst deelt de Minister van Energie, na advies van de Minister van Vorming, zijn beslissing aan de aanvrager mede.

In afwijking van het eerste lid en als het dossier onvolledig is, stelt de administratie van energie er de aanvrager zo snel mogelijk in kennis van. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het tweede lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Onder werkdagen verstaat men al de dagen van de kalender met uitsluiting van de feestdagen en de dagen van de wettelijke wekelijkse rusttijd.

§ 4. Een vertegenwoordiger van elk van de administraties van energie en van vorming mag de opleidingscursussen bijwonen die door het opleidingscentrum worden verstrekt, alsook de examens die door het examen­centrum worden georganiseerd.

§ 5. De Minister van Energie, na advies van de Minister van Vorming, kan de erkenning van een opleidingscentrum of een examen­centrum intrekken als het opleidingscentrum of het examen­centrum de verplichtingen vermeld in artikel 8 niet nakomt.

De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt door de Minister van Energie genomen, na het examen- of opleidingscentrum te hebben gehoord en na advies van de Minister van Vorming.

De Minister van Energie beschikt, na advies van de Minister van Vorming, over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van het verhoor van het centrum, om uitspraak te doen. De ministeriële beslissing wordt naar de installateur of de vakman gestuurd bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

§ 6. De erkenning van een opleidingscentrum of een examen­centrum wordt voor een periode van vijf jaar toegekend.

De erkenning wordt hernieuwd op basis van een aanvraag die minstens drie maanden vóór het verstrijken ervan wordt ingediend, overeenkomstig de procedure voor de aanvraag om erkenning omschreven in § 2.

HOOFDSTUK VII. — *Erkenning van de certificaten*

Art. 10. De certificaten toegekend door andere Belgische Gewesten of andere lidstaten van de Europese Gemeenschap worden erkend indien, na onderzoek van de toekenningsvoorwaarden, blijkt dat ze werden toegekend volgens de criteria van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffingsbepaling*

Art. 11. De artikelen 9 en 10 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012, worden opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. In afwijking van artikel 4 wordt de erkenning van de installateurs Soltherm toegekend met inachtneming van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012, erkend als gelijkwaardig met het Qualiwall certificaat voor de thermische installaties op zonne-energie voor het sanitair warm water met inbegrip van integraties in het dak en op het dak. Tijdens de gelijkwaardigheidsperiode kunnen de Soltherm erkende installateurs zonder een erkende opleiding te volgen en zonder een examen ter afsluiting van de opleiding af te leggen, een aanvraag tot certificering indienen.

Art. 13. De Minister van Energie en de Minister van Vorming zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE